

MEMORANDUM

N°217/2016 | 04/11/2016

The Memorandum is issued daily, with the sole purpose to provide updated basic business and economic information on Africa, to more than 4,000 European Companies, as well as their business parties in Africa.

More than 1,556 Memoranda issued from 2006 to end of 2015. More than 18,350 pages of Business Clips issued covering all African, European Institutions and African Union, as well as the Breton Woods Institutions. The subscription is free of charge, and sponsored by various Development Organisations and Corporations.

Should a reader require a copy of the Memoranda, please address the request to fernando.matos.rosa@sapo or fernando.matos.rosa@skynet.be.

2006 – 2016, 10 Years devoted to reinforce Europe – Africa Business and Development

SUMMARY

La banque de l'UE en visite officielle à Madagascar	Page 2
Moroccan firm holds 54.74 percent stake in Cameroon cement giant	Page 2
Sierra Leone announces rise in water tariff	Page 3
La BAD, la BEI confirment un financement de 31,4 Meur pour un projet de production de riz au Sénégal	Page 3
Mozambique poverty dropped to 46 percent in 2015	Page 4
Gold mining in Jamba, Angola needs U\$100 million investment	Page 4
EU bank lends N\$ 113,5 million to Trustco for SME's in Namibia	Page 5
Nigerian Senate approves anti-business monopoly bill	Page 5
Premier African minerals assumes control of Mozambican company TCT indústrias florestais	Page 6
Africa: Is It End of the Road for ICC in Africa?	Page 6
Government launches international tender to repair road in Cabo Delgado, Mozambique	Page 8
Ethiopia set to begin installation of turbines at controversial power dam	Page 9
International Development Economics: FEMISE co-organise conference on the Mediterranean region	Page 9
Cabo Verde's trade deficit cable widens 11.3% from January to September	Page 10
Namibia: Firm given greenlight to mine phosphate amid environmental concern	Page 10
Mozambique's resources must be explored rationally, President says	Page 11
Tanzania receives \$4.8million Norwegian assistance for empowering refugees	Page 11

LA BANQUE DE L'UE EN VISITE OFFICIELLE A MADAGASCAR

La Banque européenne d'investissement (BEI) étant de retour avec de nouvelles opérations, la visite de Pim van Ballekom, vice-président de la BEI, a pour but d'examiner certains aspects clés des projets soutenus par la Banque et de renforcer la coopération avec les autorités malgaches.

En juin 2016, deux prêts ont été signés pour des travaux de reconstruction à la suite des importants dégâts causés par les tempêtes du printemps 2015, ainsi que pour la finalisation de la rocade autour d'Antananarivo.

« Je remercie l'Autorité routière de Madagascar d'avoir organisé les visites d'aujourd'hui, tout comme l'Agence française de développement avec laquelle nous travaillons étroitement tant sur le plan financier qu'opérationnel pour la rocade », a déclaré Pim van Ballekom. « J'espère qu'une fois les travaux terminés, la population d'Antananarivo pourra bénéficier de ces infrastructures clés en toute sécurité.

Les travaux relatifs à la rocade comprennent la réalisation de deux tronçons routiers manquants de la rocade, ce qui permettra la finalisation d'une voie de contournement complète. Ils concernent également une section urbaine d'un kilomètre ayant pour objectif, d'une part, de décongestionner le trafic et, d'autre part, de faciliter la circulation et les échanges entre les quartiers, en particulier dans le nord et l'est de la ville. En conséquence, les temps de trajet seront réduits, la consommation de carburant allégée, ce qui aura un impact positif sur l'environnement. En outre, la qualité des routes s'en trouvera améliorée, permettant ainsi de réduire les coûts d'entretien des véhicules.

« La BEI prendra en charge le financement de la réfection de voiries urbaines, une opération qui s'avère très importante pour la vie sociale, administrative et économique de la capitale. De plus, dans le cadre de cette réfection, la priorité a été donnée aux cinq entrées-sorties de la ville d'Antananarivo, qui sont des routes nationales reliant directement les communes environnantes », a ajouté Jean-Pascal Ramanamisata, directeur général de l'Autorité routière de Madagascar.

Les travaux visant les infrastructures endommagées début 2015 seront réalisés de sorte que ces infrastructures soient non seulement réparées, mais également adaptées en vue d'une plus grande résistance à de futures inondations éventuelles, qui sont susceptibles d'être plus graves en raison des changements climatiques. Spécifiquement, il s'agit de réparer des routes endommagées et des digues de retenue proches de la capitale afin d'accroître leur résistance aux fortes intempéries, tout en les adaptant pour mieux protéger la population contre les inondations. D'autres travaux portent en outre sur la consolidation du viaduc ferroviaire de Sahasinaka. (BEI 03-11-2016)

MOROCCAN FIRM HOLDS 54.74 PERCENT STAKE IN CAMEROON CEMENT GIANT

The Board of Directors of the Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM) on Wednesday announced the signing of a joint venture with LafargeHolcim Maroc Africa, paving the way for the Moroccan firm to hold a 54.74 percent stake in the company.

This follows the approval by the Cameroonian government of the sale of all CIMENCAM shares to the Franco-Swiss group LafargeHolcim.

Cameroon, through the National Investment Company (SNI), will retain its 43.08 percent share in the capital as well as the non-expatriate salaried staff (2 percent).

Created in 1963, CIMENCAM which presents itself as the leading construction material company in Cameroon and Central Africa was claiming CFA67 billion in 2015, against CFA85 billion in 2013.

The company has a grinding plant in Douala, an integrated cement plant in Figuil (North) and a concrete mixing factory in Yaoundé with an annual production output of two million tons. (APA 19-10-2016)

SIERRA LEONE ANNOUNCES RISE IN WATER TARIFF

The price for water in Sierra Leone is set to rise after the water providing agency this week unveiled a new tariff structure.

From the beginning of November residential homes will be required to pay slightly more than they have been paying, said Maada Kpenge, Deputy General Manager of the Guma Valley Water Company.

Currently, residential homes pay Le8, 354 per month, that's a little above US\$1. The proposed charge is Le15, 000 or US\$2 per month.

The move, Mr Kpenge said, is to enable the parastatal cut down on its production losses.

The official said all these years they have been charging commercial users of water higher in order to subsidise for residential users.

Six categories of tariff are expected to come into effect on November 1, he said. The announcement comes as the public struggles to come to terms with recent hikes in a number of key services like electricity and the price of passport. (APA 27-10-2016)

LA BAD, LA BEI ET LA CASL CONFIRMENT UN FINANCEMENT GLOBAL DE 31,4 MILLIONS D'EUROS EN FAVEUR DE LA COMPAGNIE AGRICOLE DE SAINT-LOUIS POUR UN PROJET INTEGRE DE PRODUCTION DE RIZ AU SENEGAL

Le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), respectivement représentés par Adalbert Nshimyumuremyi, représentant résident de la BAD au Sénégal et Mme Isabelle Van Grunderbeeck, représentante régionale de la BEI pour l'Afrique de l'Ouest, ont confirmé la signature des accords de financement en faveur du projet rizicole intégré de la "Compagnie Agricole de Saint-Louis du Sénégal" (CASL) d'un montant global de 31,4 millions d'euros, soit respectivement 15,7 millions d'euros pour chaque institution. Ce projet aura un impact socio-économique significatif pour le Sénégal : il sera un facteur de développement local et de création d'emploi tout en contribuant à l'autosuffisance alimentaire en riz.

Le riz est un aliment de base au Sénégal qui est l'un des pays parmi les plus grands consommateurs de riz par personne dans le monde. En adéquation avec la priorité du Gouvernement Sénégalais en faveur de la production de riz, tel que spécifié dans le « Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR) », le projet vise à promouvoir la sécurité alimentaire au Sénégal en produisant localement du riz blanc pour le marché local. Le projet exploitera 4 000 hectares dans le delta du fleuve Sénégal et permettra grâce à une riziculture irriguée de produire 60 000 tonnes de riz paddy par an dont 9 000 tonnes provenant d'agriculteurs riverains. Il permettra de stocker 30 000 tonnes de riz paddy; de transformer et commercialiser 40 000 tonnes de riz blanc par an.

Le projet contribuera à atteindre trois des cinq grandes priorités* de la Banque Africaine, à savoir : « Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique et améliorer la qualité de vie des Africains ». A. Nshimyumuremyi a indiqué qu'il s'agissait d'un projet novateur avec un fort effet de démonstration pour la sous-région « *La signature ce jour des accords de financement montre l'engagement de la Banque à mettre en œuvre la stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique**.* La Banque continuera à soutenir le secteur privé et l'agribusiness en Afrique, afin d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté, de réduction des importations et de promotion de la création de valeur ajoutée locale », a-t-il déclaré.

Le projet s'inscrit également dans la politique d'intervention de l'Union Européenne et de la BEI pour la région. Isabelle Van Grunderbeeck, Représentante régionale de la BEI pour l'Afrique de l'Ouest, a déclaré : « *c'est un accord important pour l'Agriculture au Sénégal, car il contribue au développement du secteur privé, à la sécurité alimentaire et à la création d'emploi. Le projet aura de surcroît un fort impact économique et social comme l'accès aux aménagements hydrauliques et autres installations par les agriculteurs locaux, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté en milieu rural.* »

Laurent Nicolas, le Président de la CASL, a exprimé sa satisfaction: « *Nous sommes heureux du soutien de la BAD et de la BEI pour ce projet étant donné que cela nous permettra de réaliser notre mission de production locale et de transformation du riz de bonne qualité avec une forte valeur nutritive au Sénégal. Nous sommes ravis et engagés pour aider le Sénégal à atteindre ses objectifs d'autosuffisance en riz, créer des emplois, et contribuer à améliorer les vies des populations des communautés riveraines.* »

Ce projet aura des retombées significatives pour le Sénégal : il permettra d'augmenter la production de riz et de réduire les importations de nourriture, ce qui aura un impact positif sur la balance des paiements et la création d'emplois. Il permettra également aux agriculteurs riverains d'avoir un accès à l'eau grâce à un réseau d'irrigation, et de bénéficier d'un soutien technique pour les aménagements.

Le bureau de Paris du cabinet Hogan Lovells est intervenu en tant que conseil juridique des prêteurs et Mott MacDonald (Londres) en tant que conseil technique des prêteurs. (BEI 02-11-2016)

* Ces cinq grandes priorités sont les suivantes : éclairer et fournir de l'énergie à l'Afrique, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique, et améliorer la qualité de vie des Africains. Ces domaines d'intervention prioritaires sont indispensables pour la transformation de l'existence des populations africaines et cadrent donc avec le programme des Nations Unies relatif aux Objectifs de développement durable (ODD).

** Nourrir l'Afrique, Stratégie pour la transformation de l'agriculture africaine 2016-2025

MOZAMBIQUE POVERTY DROPPED TO 46 PERCENT IN 2015

Mozambique's Ministry of Economy and Finance says the proportion of the country's population living below the poverty line has fallen to about 46 percent.

According to the 2014/15 Household Budget Survey, released by the ministry at a media conference on Wednesday, in view of the devaluation of the country's currency, the metical, the cost of living in Mozambique has become too high, which means the poor have become poorer.

The poverty line in Mozambique reflects the cost of acquiring a basket of foodstuffs providing a diet of 2,150 calories per person per day, plus the cost of acquiring some basic non-food goods, such as school expenses, medicines, clothing and footwear.

According to the report if the poverty line was on average \$0.40 cents a day, any individual whose consumption falls below this value is regarded as poor, irrespective of how he spends the money.

The methodology for calculating the poverty line has changed, to ensure that the baskets of goods and services have the same quality throughout the country.

In absolute terms, thanks to the general growth in the Mozambican population, the number of poor people has actually increased, from 11.1 million in 2008/9 to 11.8 million in 2014/15.

In the countryside the rise was from 8.1 to 8.8 million, while in the cities the number of poor people fell slightly from 3.1 million to 3 million.

Introducing the survey, the Permanent Secretary of the Ministry of Economy and Finance, Domingos Lambo, warned that it does not take into account recent developments, such as the sharp devaluation of the Mozambican currency, the metical, and the consequent rise in prices.(27-10-2016)

GOLD MINING IN JAMBA, ANGOLA NEEDS U\$100 MILLION INVESTMENT

The gold mining project, called Mpopo, has been handed over to Angolan precious metals company Somepa, which between 2010 and 2013 conducted prospecting, research and evaluation work in an

area of 1,700 square kilometres of which it selected 80 square kilometres as the most promising and are expected to provide annual production of 22,215 ounces of gold.

The prospecting work pointed to the existence of reserves of 5.8 million tonnes of gold-bearing ore that can be mined for 12 to 13 years.

Santos also said that work was underway to find investors interested in the Mpopo project.

According to the Ferrangol director as soon as investments for the start of commercial operation of the project have been secured, the mine can be up and running in a year and a half.

Huila province, with an area of 12,700 square kilometres and a population of 100,000 people has large reserves of iron and gold. (21-10-2016)

EU BANK LENDS N\$ 113,5 MILLION TO TRUSTCO FOR SME'S IN NAMIBIA



The European Investment Bank (EIB), the bank of the European Union, has signed a EUR 7,5 million (N\$ 113,5 million) credit facility with Trustco Group Holdings Limited, to finance small business and entrepreneurs in Namibia.

At a ceremony held earlier today at Trustco Group Holdings Limited's headquarters, the EIB, Europe's long-term lending institution, signed the agreement with Trustco Group Holdings Limited.

"The European Investment Bank has a strong track record in supporting crucial investment programmes across Africa and around the world." said Pim van Ballekom, European Investment Bank Vice-President.

"We are glad to support Trustco Group Holdings Limited in continuing to provide loans to a crucial segment of the economy that has traditionally struggled with getting access to finance."

"The Trustco Group remains committed to a vision of creating wealth for our shareholders, customers and employees while impacting positively on society and our planet. This facility will enable Trustco to contribute meaningfully to the aspiring citizens of Namibia, for whom I hold a great affinity to. By providing much needed loans that traditionally have been difficult to obtain, the Group will fully demonstrate its commitment to business and entrepreneurs." said Dr. Quinton van Rooyen, Group Managing Director of Trustco.

This EUR 7,5 million (N\$ 113,5 million) facility is expected to aid between 500 and 1000 SME businesses and individual local entrepreneurs throughout Namibia. As the EIB typically doesn't finance more than 50% of any project, Trustco Group Holdings Limited will match this investment with other term funding and future injections of capital by the Group.

Apart from the Trustco Bank Namibia branches in Omuthiya, Ondangwa and Windhoek, interested parties can contact any IOL or Trustco Insurance branch for more information and loan applications. (EIB 01-11-2016)

NIGERIAN SENATE APPROVES ANTI-BUSINESS MONOPOLY BILL

Nigeria's upper legislative chamber, the Senate has approved a bill seeking to end all forms of business monopolies in Nigeria and promote trade competition in the country.

The Senate has therefore approved the scrapping of the Consumer Protection Council (CPC) and ratified its replacement with the Federal Competition and Consumer Protection Commission.

The bill, which was sponsored by Senator Andy Uba, passed through the second reading on Wednesday and was directed to the Committee on Trade and Investment for further legislative work.

According to Nigeria's Guardian newspaper report, the Senate believes that the promotion of business competition would be achieved by the provisions of the bill, which would control existing monopolies, discourage the abuse of dominant market position, and other restrictive trade and business practices.

The report added that the proposal was part of Reform Bills, highlighted by the 8th Senate at the inaugural National Assembly Business Environment Roundtable in March 2016.

It explained that the essence of the bill is to promote a balanced development of the Nigerian economy; welfare and interests of consumers, providing them with competitive price and product choices; competition and enhanced economic efficiency in production, trade and commerce; expansion of opportunities for domestic enterprises to participate in world markets.

The bill, according to Uba, will enable small and medium enterprises to compete effectively and restrict of business practices, which prevent or distort competition or constitute abuse of a dominant position of market power in Nigeria.

Uba said the bill was initiated because It is necessary to ensure through legislation that monopolistic enterprises in our country do not take undue advantage of and hurt consumers at will.(APA 27-10-2016)

PREMIER AFRICAN MINERALS ASSUMES CONTROL OF MOZAMBICAN COMPANY TCT INDÚSTRIAS FLORESTAIS

Premier African Minerals Ltd has closed acquisition of a controlling stake in TCT Indústrias Florestais Lda, a Mozambican company with interests in a limestone mine and a logging business, indicates a statement released on Monday in London.

Under the deal, Premier African Minerals Ltd will obtain a 52 percent stake in TCT Indústrias Florestais Lda for USD 2.1 million – 26 percent from Transport Commodity Trading Mozambique Ltd (TCTM) and 26 percent from GAPI Sociedade de Investimentos.

TCT Indústrias Florestais Lda is a private company that holds a license to exploit a 27 sq. km limestone deposit and a 24,812 hectare forestry concession in central Mozambique. An associated sawmill and factory produce furniture and semi-finished products for export.

The limestone deposit is located within the forestry concession 20 km southwest of Caia, served by the Sena railway line between Tete province and the city of Beira.

The forestry concession is valid for the next 10 years and can be renewed for a further 50 years. The concessionaire is permitted to cut 3,000 cubic metres of wood per year.

Premier African Minerals is a company specialising in exploitation of natural resources in western and southern Africa. It is listed in the Alternative Investment Market of the London Stock Exchange. (01-11-2016)

AFRICA: IS IT END OF THE ROAD FOR ICC IN AFRICA?



Burundian president Pierre Nkurunziza and his South African counterpart Jacob Zuma. Both leaders announced plans to withdraw from the ICC.

With about three months to the next sitting of Africa's political executives in Addis Ababa, Ethiopia, all eyes will be on the continent for more announcements by countries severing their ties with the International Criminal Court (ICC).

Burundi, where The Hague-based court had hinted on opening inquiries into the April 2015 violence that led to the death of more than 400 people as a result of president Pierre Nkurunziza's manoeuvres to get another term, kicked up the storm in which the country's parliament voted in favour of withdrawal.

Along came the announcement by South Africa last week and unsurprisingly this week came Gambia. Of the 122 states party to the Rome Statute, which gave birth to the court in 2002, 34 are African. The withdrawal of Gambia, Burundi and South Africa will definitely motivate others to opt out.

Also, added to the fact that big world powers like China and India are not party to the court while others like Russia and the United States are signatories but have never ratified the Rome Statute, there is debate whether fairness exists in the international adjudication system.

ICC focuses on four major international crimes; war crimes, genocide, aggression and crimes against humanity.

Gambia's information minister, Sheriff Bojang, on Wednesday said the court was persecuting and humiliating people of colour, especially "African leaders" while it ignores crimes committed by the West.

"There are many Western countries, at least 30, that have committed heinous war crimes against independent sovereign states and their citizens since the creation of the ICC and not a single Western war criminal has been indicted," Mr Bojang noted, singling out former British prime minister Tony Blair, who was in July held culpable on the Iraq war by the Sir John Chilcot led inquiry but the international community looked on.

The ICC-Africa problem

After establishment 14 years ago, the court was greeted devotedly by many African countries. But in the subsequent years, especially with most of the investigations focusing on African countries, that zeal has waned in many quarters.

Only Africans have been charged in the six cases that are ongoing or set to begin, a fact that reinforces the reason advanced by many African governments.

Addressing a press conference early this week at the Senegalese capital, Dakar, the president of the court's Assembly of States Parties to the Rome Statute, Sidiki Kaba, indicated that "although withdrawing from a treaty is a sovereign act", the decision by South Africa and Burundi would open the way to other African states withdrawing from the Rome Statute, thus weakening the only permanent international criminal court in charge of prosecuting the most serious crimes that shock the conscience of humanity.

"I regret these decisions and invite South Africa and Burundi to reconsider their positions," he said.

Currently, the court has probes underway in Uganda, Ivory Coast, Libya, Sudan, DR Congo, Central African Republic, Mali, Burundi, Nigeria and Guinea. Elsewhere the court is looking at cases in Georgia, Afghanistan, Colombia, Ukraine, Iraq and Palestine.

One of the decisions that seemingly rattled African governments is the decision by court to indict serving heads of state - Kenya's Uhuru Kenyatta and Sudan's Omar al-Bashir - which they say is disrespectful. Among the reforms some African countries are calling for is "immunity" for serving leaders.

Sudanese president Omar al-Bashir, for example, is wanted on two counts of crimes against humanity and genocide of more than 300,000 deaths in Sudan's Darfur region. The court issued warrants for him 2009 and 2010 for the crimes, but since then he has been circling the globe to both ICC party and non-party states.

In 2011, the court went after now Kenyan president Uhuru Kenyatta, for his alleged role in the violence that claimed lives of about 1,300 people and forced 600,000 from their homes. Although the case collapsed, critics said it, like the case of Bashir, sparked off bad blood between Africa's political executives, who are taken aback by the notion that tomorrow it could be any one of them, and the ICC.

Beginning of the end?

The commencement of trial of former president of the Ivory Coast, Laurent Gbagbo, in 2012 increased the loathing for the court. Opposition to court is led by Zimbabwe's Robert Mugabe, Equatorial Guinea's Teodoro Obiang Nguema and Gambia's Yahaya Jameh.

However, not everyone is on board. At the just concluded AU summit in the Rwandan capital Kigali, the adoption of the resolution to withdraw from ICC was high on agenda but was vehemently opposed by, among other states, Nigeria, Cote d'Ivoire, Senegal and Tunisia. (The Monitor 31-10-2016)

GOVERNMENT LAUNCHES INTERNATIONAL TENDER TO REPAIR ROAD IN CABO DELGADO, MOZAMBIQUE

The government of Mozambique this year plans to launch an international tender for the repair and paving of the Mueda-Negomano road, over a distance of 100 kilometres in the province of Cabo Delgado, in the north of the country.

The provincial director of Public Works, Housing and Water Resources, Dino Coutinho, told Mozambican daily newspaper Noticias that the African Development Bank (ADB) had guaranteed funds for half the cost of the project and the government is now mobilising additional financial resources for the work.

The refurbishment of the road will facilitate the movement of vehicles, people and goods between Mozambique and Tanzania across the Unity Bridge, inaugurated in 2010.

The bridge, which cost US\$35 million, was built through the financial contribution of the two countries in equal amounts.

Noticias reported that in 2017 the Mueda-Xitaxi, Montepuez-Namuno-Balama, Muepane-Mahate-Quissanga, Chinda-Mocimboa da Praia-Metoro-Lúrio and Mazeze-Chiúre-Mecúfi roads in Cabo Delgado province will also be refurbished. (24-10-2016)

ETHIOPIA SET TO BEGIN INSTALLATION OF TURBINES AT CONTROVERSIAL POWER DAM

Ethiopia is set to begin installation of turbines at the controversial Grand Ethiopian Renaissance Dam soon with a projected initial production capacity of 750 megawatts, an official said here Wednesday.

The construction of the hydro-power dam is well in progress reaching 54 percent completion rate as the installation of turbines which can generate 750 megawatts will be commenced soon, Dr Debretsion Gebremichael, Deputy Prime Minister for Finance and Economic Cluster said in a meeting in Addis Ababa.

At 6,000 megawatts, the dam will be the largest hydroelectric power plant in Africa once completed, the minister noted.

In its 8th regular meeting held at the Office of National Council for the Coordination of Public Participation on the Construction of the dam, the minister said Ethiopians have contributed over \$127 million for Africa's biggest dam during the past five years as more than half of the \$222 million pledges were made in the reported period.

The Ethiopian Diaspora community have so far raised \$2.6 billion for the construction of the dam. The business community, civil servants, Diaspora community, farmers, pastoralists and other Ethiopians in general have continued funding the construction of the dam.

The Minister of Foreign Affairs, Dr Tedros Adhanom, on his part said Ethiopia has warned Egypt to stop its extremist institutions collaborating with local extremist forces operating to try to deter the construction of the dam. (APA 19-10-2016)

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ECONOMICS: FEMISE CO-ORGANISED CONFERENCE WITH A FOCUS ON THE MEDITERRANEAN REGION



The EU-funded Euro-Mediterranean Forum of Economic Institutes (FEMISE) co-organised the 2016 edition of the IDE-GDRI network biennial conference taking place this year on 3-4 November 2016 in Clermont-Ferrand, France.

This year's edition focused on all aspects of development economics, both macro and micro and will include a Roundtable on Economies of the Mediterranean. During the conference, research papers on innovative topics such as the economics of vulnerability and sustainable growth were presented.

FEMISE is an EU-funded project, which aims to contribute to the reinforcement of dialogue on economic and financial issues in the Euro-Mediterranean partnership, within the framework of the European Neighbourhood Policy and the Union for the Mediterranean. More specifically, it seeks to improve understanding of the priority stakes in the economic and social spheres, and their repercussions on the Mediterranean partners in the framework of their implementation of EU Association Agreements and Action Plans. (Femise 31-10-2016)

Conference [programme](#)

FEMISE – [website](#)

CABO VERDE'S TRADE DEFICIT CABLE WIDENS 11.3% FROM JANUARY TO SEPTEMBER

The trade deficit of Cabo Verde (Cape Verde) recorded an increase of 11.3% from January to September, to 43.548 billion escudos, against 39.138 billion escudos in the same period of 2015, according to the archipelago's National Statistics Institute (INE).

INE also reported that the deficit was the result of national exports (not including re-exports) falling 2.1% to 4.426 billion escudos and imports in the same period increasing 9.9% to 47.974 billion escudos.

In the third quarter, the trade deficit amounted to 16.902 billion escudos, an amount that represents an increase of 50.9% on the figure recorded in the same period of 2015, with 11.198 billion escudos.

From July to September, Cabo Verde exported goods worth 1.427 billion escudos, an annual drop of 15.4% and imported goods whose value reached 18.328 billion escudos, an increase of 42.2%.

In the third quarter Europe remained the main customer of Cabo Verde, absorbing about 98.5% of exports, and was also the main supplier, accounting for 83.4% of total imports.

By country, Portugal remained Cabo Verde's main supplier, with 46.5% of the total, followed by Spain, the Netherlands and China, with 13.9%, 5.8% and 4.3% of the total imports, respectively. (19-10-2016)

NAMIBIA: FIRM GIVEN GREENLIGHT TO MINE PHOSPHATE AMID ENVIRONMENTAL CONCERN

The Ministry of Environment and Tourism has issued an environmental clearance license to the Namibian Marine Phosphate to exploit phosphate off the Namibian coast.

Namibian Marine Phosphate is owned by Omani billionaire Mohammed Al Barwami and his Namibian partner Knowledge Katti.

The company has been awarded mining permits by the Ministry of Mines and Energy to exploit marine phosphate in about 120 kilometres southwest of the port of Walvis Bay in the Erongo Region.

But mining activities have been delayed due to divisions among government leaders about phosphate mining, and its negative effect on the marine life. An 18-months moratorium was instituted on marine phosphate mining on the country's seabed in September 2013 and was never officially lifted despite having lapsed.

Environmental Commissioner Teofilus Nghitila said the license was issued based on the environmental impact assessment and management plan that was submitted to the Ministry of Environment and Tourism by the Namibian Marine Phosphate.

In the letter to the company, Nghitila tried to exonerate his ministry from the possible damage to the marine ecosystem that may arise due to mining activities.

"However, this clearance letter does not in any way hold the ministry accountable for misleading information, nor any adverse effects that may arise from this project's activities. Instead, full accountability rests with the Namibian Marine Phosphate and their consultants," he wrote in the letter.

The Ministry of Mines and Energy has listed more than 46 sites off the Namibian coast for exploration of industrial minerals from the seabed.

But Fisheries Minister Bernard Esau has been resolute in his opposition to phosphate mining, having been quoted on numerous occasions arguing that the government need time for more studies to determine its impact on marine resources and that marine phosphate mining has not been done anywhere in the world.

The issuance of the environment certificate might open the floodgates for other companies like Lev Leviev Namibia Phosphate, New Zealand's Chatham Rock Phosphates and Gecko Phosphate (Pty) Ltd that have been itching to exploit the mineral used, amongst others, to make fertilizers and

pesticides.(APA 19-10-2016)

MOZAMBIQUE'S RESOURCES MUST BE EXPLORED RATIONALLY, PRESIDENT SAYS

The President of Mozambique said it is imperative to explore the existing mineral resources in the country in a rational way and to provide positive returns both for present and future generations, Mozambican news agency AIM reported.

Filipe Nyusi, who was speaking at the investiture of Leticia' Silva Klemens as Minister of Mineral Resources and Energy, said that the exploration of these resources must occur with strict compliance with environmental regulations and ensuring their sustainability.

"We hope to ensure the implementation of government policy in geological research and exploration of mineral and energy resources, and the development and expansion of infrastructure to supply electricity, natural gas and petroleum products," the Head of State said addressing the new minister.

Until her appointment, Leticia da Silva Klemens was President of the General Assembly of Millennium bim bank and president of the Mozambican Association of Business Women and Entrepreneurs.

The new minister replaces Pedro Couto who was nominated Chairman of the Board of Directors of the Cahora Bassa Hydroelectric Facility. (19-10-2016)

TANZANIA RECEIVES \$4.8MILLION NORWEGIAN ASSISTANCE FOR EMPOWERING REFUGEES

The Norwegian embassy in Dar es Salaam has signed an agreement with 'One UN Tanzania' to donate approximately \$4.8 million to assist refugees in the Kigoma Region of Tanzania by empowering female entrepreneurs and combat violence against women and children.

The agreement was signed at the embassy's head office in Dar es Salaam on Wednesday where the Norwegian ambassador Hanne-Marie Kaarstad and the UN Resident Coordinator and UNDP Resident Representative, Alvaro Rodriguez were present.

During the ceremony, Ambassador Kaarstad praised the Tanzanian government's efforts to accommodate refugees.

"We have refugees coming into Tanzania time and time and being welcomed to stay while at the same time new Tanzanians have been naturalised and welcomed as citizens of the country," said Ambassador Kaarstad

According to him, over 160,000 Burundian refugees in October 2014 were naturalized and therefore the assistance to refugees through the Kigoma Joint Programme will support medium-to-long-term development in the region by increasing self-reliance through livelihoods and income generation activities.

Explaining the importance of the 'One UN Fund', Ambassador Kaarstad said that Norway is a strong believer in the 'One UN' vision as it is crucial in enabling the UN to deliver on its many important mandates, while at the same time reducing transaction costs.(APA 19-10-2016)

The Memorandum is supported by the ACP-African, Caribbean, Pacific Secretariat, Chamber of Commerce Tenerife, AHEAD-GLOBAL, Business Council for Africa, Corporate Council on Africa, ELO -

Portuguese Association for Economic Development and Cooperation, Hellenic-African Chamber of Commerce and Development, HTTC - Hungarian Trade & Cultural Centre, NABA - Norwegian-African Business Association, NABC- Netherlands Africa Business Council, SwissCham-Africa and other organisations.

The Memorandum is also made available by AHEAD-GLOBAL, BCA, Chamber of Tenerife (by posting it at the Africa Info Market), CCA - Canadian Council on Africa, CCA - Corporate Council on Africa (USA), ELO,HTTC ,NABA,NABC (by posting selected news) and SwissCham-Africa to their Members.



www.acp.int



www.aheadglobal.hu



www.bcafrica.co.uk



www.camaratenerife.com



www.ccafrica.ca



www.corporatecouncilonafrika.com



www.elo-online.org



www.helafrican-chamber.gr



www.htcc.org.hu



www.norwegianafrican.no



www.nabc.nl



www.swisscham-africa.ch



Canadian Council on Africa
Conseil Canadien pour l'Afrique

Promoting trade and economic development
between Canada and Africa since 2002

JOIN THE OFFICIAL CANADIAN DELEGATION AT

2017 MINING INDABA

FEBRUARY 6 - 9, 2017 CAPE TOWN, SOUTH AFRICA

PRESENTED BY

Canada

Government of Ontario

Canadian Council on Africa
Conseil Canadien pour l'Afrique

Official Canadian Delegation - 2017 Mining Indaba

Download Attachments

- [Canada Pavilion info brochure](#)
- [Canada Pavilion Packages chart](#)
- [Registration form](#)
- [Government Registration Form](#)
- [Get more information](#)
- [List of registered Investors](#)
- [List of registered mining companies](#)

Register Online Now!

12 AFRICAN MINING & ENERGY MINISTERS CONFIRMED

2017 Mining Indaba already has Ministers confirmed to speak from: **Ethiopia, Ghana, Guinea Conakry, Kenya, Lesotho, Liberia, Morocco, Namibia, Nigeria, Senegal, Zambia, Zimbabwe**

***MINING AND EXPLORATION COMPANY REGISTRATION FEES REDUCED UP TO 50%**

***PROFESSIONAL INVESTORS RECEIVE COMPLIMENTARY ACCESS**

WHAT'S NEW?

- The event is now a half-day longer beginning on Monday morning
- Content is expanded - Panel discussions and debate, interactive roundtables, educational seminars, special information sessions, career-skills workshop, country-specific investment clinics
- A reworked Sustainable Development Program features organizations that drive change

**For additional information contact Chris Kianza: (chris.kianza@ccafrica.ca or 613-565-3011)*

[CLICK HERE TO VIEW THE MINING INDABA BROCHURE](#)



When

Monday February 6, 2017 at 8:00 AM SAST

Dear Partners and Colleagues,

Pour Français, [cliquez ici](#)

This is a friendly reminder that our special promotion to join the Official Canadian Delegation ends next week on November 11th. In addition to the special promotion rate we are also providing a discount promo code worth \$200 as a result of the favorable exchange rate. An Individual Registration package starts at \$1,850.00 CAD (\$2,050.00 - \$200). Canadian federal or provincial rates are \$1,450.00 CAD ([click here to download Government registration form](#))

The Government of Canada and the Canadian Council on Africa (CCAfrica) are pleased to extend this special invitation to join the Official Canadian Delegation attending the 23rd Investing in African Mining Indaba in Cape Town, South Africa February 6-9, 2017.

[Register today](#) to benefit from the special promotion rate and save \$200 before November 11th, 2016. **PROMO CODE: INDABA17CAD**

Working in collaboration with well-known Canadian organizations such as; 48e Nord International; Canadian Association of Mining Equipment and Services for Export (CAMESE); Export Development Canada (EDC); Export Quebec; The Canadian Institute of Mining Metallurgy and Petroleum (CIM); the Mining Association of Canada (MAC); and Prospectors & Developers Association of Canada (PDAC); the Canada Pavilion brings together a strong collective Canadian presence at one of Africa's most important mining events.

Mining Indaba is the world's largest mining investment conference and Africa's largest mining event. Over 2,000 companies from 100 countries will attend in 2017. Mining Indaba attendees include miners, explorers, project developers, mining analysts, fund managers, investors, equipment and service providers, Ambassadors, Ministers and others in the African mining sector.

Please review the 2017 Mining Indaba DRAFT program that includes a list of confirmed speakers. [Click here to view draft program](#)

BENEFITS OF JOINING THE CANADA PAVILION



- **Networking opportunities with Industry leaders** - Comprehensive programming allows for numerous and diverse opportunities for attendees to build relationships

-to-
Thursday February 9, 2017 at 6:00 PM SAST
[Add to Calendar](#)

Where

CTICC (Cape Town International Convention Centre)

1 Lower Long Street
Cape Town 8001
South Africa

The 2017 Canada Pavilion

CANADA PAVILION

PRESENTED BY

 Canada Government of Canada - Global Affairs Canada ; Natural Resources Canada	 Canadian Council on Africa (CCAfrica)
---	---

IN PARTNERSHIP WITH

 48e Nord International	 Canadian Association of Mining Equipment and Services for Export (CAMESE)
 Export Development Canada	 Export Québec
 The Canadian Institute of Mining, Metallurgy and Petroleum (CIM)	 The Mining Association of Canada
 The Rising Africa Magazine	 Prospectors & Developers Association of Canada (PDAC)

- **Access to resources and tools for success** - Benefit from easy access to several Canadian Heads of Mission and Trade commissioners posted in Africa, financing solutions, and leading mining associations
- **Business promotion** - Maximize your visibility, promote your brand and establish yourself as a leader at the world's largest mining investment conference

Dont miss the opportunity to network, connect, and build business connections with key players in the mining sector and over 6,000 participants at the 2017 Mining Indaba.

Join the Canadian delegation by selecting from one of three different packages that offer a wide range of benefits.

OFFICIAL CANADIAN DELEGATION PACKAGES

1. INDIVIDUAL DELEGATE PACKAGE FEE SCHEDULE

Until Nov.11.2016	Until Dec.31.2016	After Jan.1.2017
\$2,050.00 CAD	\$2,250.00 CAD	\$2,500.00 CAD

2. SPONSORSHIP PACKAGE -

\$5,750.00 CAD (Includes registration)

3. KIOSK POD PACKAGE -

\$7,750.00 CAD

[Click here](#) to learn more about what is included within our packages.

Download Attachments

- [Canada Pavilion info brochure](#)
- [Canada Pavilion Packages chart](#)
- [Registration form](#)
- [Get more information](#)

Register Online Now!

Business Networking, Evolved

Mining Indaba is the leading forum in which investors, miners and government ministers meet to share information, foster business relationships, and seek potential partners for new ventures through:

- **Business Matchmaking** - an online program that enables you to connect with the thousands of other attendees
- **Networking Roundtables** - like-minded professionals participate in open discussion about specific mining topics
- **Commodity Speed Networking** - brief one-on-one meetings with others interested in specific commodities
- **Expanded Meeting Space** - Business Matchmaking Lounge, Nedbank Lounge, VIP Investor Lounge, and private meeting space
- [Click here to download one page flyer](#)

UNITING MINERS, INVESTORS & GOVERNMENTS

- Primary focus on NETWORKING, from social events to an online meeting-matchmaking service
- Investor registrations up more than 125% and Mining and Exploration Company registrations up more than 60%
- Investment discovery Forum, an exclusive venue that unites project promoters and investors in a private setting
- Expanded agenda covers investment trends, mining company presentations, commodity performance, country case studies, industry research, and panel discussions

We want to emphasize that we can assist any company or organization looking to participate at the 2017 Mining Indaba. Working with CCAfrica to secure different opportunities during the 2017 Mining Indaba provides you with exclusive access to low rates and exposure through the Official Canadian Delegation.

Should you have any questions or require additional information please do not hesitate to contact:

Chris Kianza, Vice President
chris.kianza@ccafrica.ca | 613-565-3011

As always, we want to thank you for the continued support of CCAfrica and its activities, and we welcome you to reach out to your respective networks and invite them to join us in Cape Town, South Africa

Sincerely,

Nola Kianza
President & CEO
Canadian Council on Africa

Fernando Matos Rosa

fernando.matos.rosa@sapo.pt
fernando.matos.rosa@skynet.be